



LIMINAIRE DU CTSCR DU 29 MAI 2018

Madame la Présidente,

Dans un pays où la fraude fiscale est estimée entre 40 et 80 milliards d'euros par an, les gouvernements successifs depuis plus de 10 ans ont décidé d'affaiblir chaque année l'administration qui a en charge la collecte et le contrôle de l'argent public.

Ils ont trouvé comme relais de cette politique, nombre de hauts de fonctionnaires de Bercy et jusqu'à la Cour des comptes, qui soutiennent la volonté de démantèlement de l'ensemble des services publics et de notre administration.

Certes les éléments de langage viennent policer et arrondir les angles, et projeter un imaginaire de « partenariat », mais les coups de massue que prennent les fonctionnaires en général et les agents des finances publiques en particulier finissent pas être visibles. La preuve en est le taux de grève de notre administration lors des dernières grèves.

Ces choix, car ce sont des choix, ont comme objectif le démembrement de l'État social.

Ne peuvent être dissociés les missions et leur contenu, comme d'ailleurs les principes d'égalité d'accès et de traitement du statut et des droits et garanties des agents qui les mettent en œuvre.

Dénaturer les missions entraînent forcément la remise en cause des droits des agents. Or le statut du fonctionnaire est ce qui permet de lutter contre l'arbitraire et le fait du Prince. C'est le traitement égalitaire des agents et les garanties nationales pour chaque personne d'être logé à la même enseigne dans ses choix professionnels de mobilité et d'affectation. C'est également la garantie pour chaque usager d'être traité de la même façon sur l'ensemble du territoire.

S'agissant des services centraux et plus particulièrement du suivi de compétence, la CGT n'a pas changé de position et demande toujours son retrait. Elle en a d'ailleurs déjà constaté les dérives, alors même que le dispositif n'est pas encore en vigueur.

Nous restons très attachés au service public car nous sommes convaincus que du niveau de qualité des services publics en France aujourd'hui dépendra du niveau de qualité de la société de demain.